

LE CONGRES DES ANTILLAIS ET GUYANAISEN FRANCE

Les travaux du Congrès des antillais guyanais résidant en France se sont déroulés à Paris les 22 et 23 avril 1961.

27 Deux cent cinquante participants environ ont suivi ces débats et la séance de clôture a rassemblé près de sept cents personnes. Elles ont ainsi répondu à l'appel du "Comité permanent d'études pour la réforme du statut des Antilles et de la Guyane". Le texte de cet appel, dont on trouvera un exemplaire ci-joint, était signé par M.M. Albert BEVILE, Edouard GLISSANT, Marcel MANVILLE, Ephraïm MARIE-JOSEPH et par les responsables des associations des étudiants guadeloupéens (A.G.E.G.), Guyanais (U.E.G.) et martiniquais (A.G.E.M.).

L'assistance était composée dans une proportion de 85 % d'une majorité d'étudiants. Une dizaine d'européens ont assisté à toutes les séances. Il s'agissait surtout d'observateurs du parti communiste français. L'atmosphère générale des séances a été dominée par l'enthousiasme assez bruyant des jeunes, tandis que les participants plus âgés marquaient une certaine réserve.

Le congrès s'est ouvert le 22 avril sous la présidence de l'écrivain Edouard GLISSANT. Le bureau était composé comme suit :



Q pièce 9899

M.M. Edouard GLISSANT, président de séance,  
Marcel MANVILLE, Ephraïm MARIE-JOSEPH  
Albert BEVILLE,  
Léon DAMAS

Robert COMBET, président de l'Association  
Générale des étudiants guadeloupéen

Emilio GRATIEN, président de l'Union des  
étudiants guyanais

Daniel BLERALD, président de l'association  
générale des étudiants martiniquais

Joseph GIRARD-ROSAN, représentant le parti  
communiste guadeloupéen

Georges MAUVOIS, représentant le parti commu  
niste martiniquais

JUVINET, représentant de l'Union du peuple  
guyanais.

- Trois délégués représentant respectivement les  
ouvriers antillais et guyanais des usines : Citroën, Renault  
et Simca, dont le Guadeloupéen AKHO.

- RENETTE, fonctionnaire antillais en République de  
Haute Volta, présenté comme délégué des Antillais résidant  
en Afrique noire.

Au rang des invités d'honneur a pu être notée la  
présence de représentants des ambassades du Ghana, du Mali,  
du Cameroun, de Haïti, celle de M. Thomas DIOP, délégué  
par la société africaine de culture, de M. Elie BLONCOURT,  
professeur de l'université, du Sénégalais Amady DIENG,  
président de la Fédération des Etudiants d'Afrique noire en  
France, accompagné de plusieurs dirigeants de cette organi-  
sation, celle de deux représentants du Parti socialiste  
Unifié (P.S.U.) et de plusieurs représentants du Parti  
Communiste français dont un reporter de l'Humanité; M.  
Jacques VERGESaassisté à toutes les séances.

Le Congrès a été ouvert par un brève allocution de M. Edouard GLISSANT, qui a rappélé, tout d'abord, la réunion du 14 janvier 1960 au cours de laquelle fut adopté le manifeste en faveur du changement du statut des Antilles et de la Guyane.

" Depuis cet évènement, a poursuivi l'orateur, la situation dans ces pays, n'a fait qu'empirer, pour aboutir aux tragiques évènements du mois dernier. En mars 1961, au Lamentin (Martinique), la répression implacable de la grève des coupeurs de canne à sucre s'est soldée par trois morts et vingt-cinq blessés parmi les travailleurs martiniquais qui revendiquaient à juste titre une amélioration de leurs conditions d'existence.

" D'autre part, la jeunesse de nos pays respectifs fait l'objet d'une exploitation systématique ne visant rien moins qu'à la destruction de l'élite intellectuelle. Ce but est surtout poursuivi par un enrôlement intensif dans l'armée et par l'envoi rapide de la plupart des recrutés en métropole puis, surtout, en Afrique du Nord.

" Tous ces éléments constitutifs d'un mécontentement général parmi les populations des Antilles et de la Guyane ont conduit les membres du Comité à convoquer le présent Congrès des Antillais et Guyanais résidant en France, afin d'organiser une action commune pour obtenir l'autonomie de leurs pays et la formation ultérieure d'une Fédération des Antilles-Guyane".

M. Albert BEVILLE, administrateur en chef de la France d'Outre-Mer, a ensuite présenté le rapport politique dont le texte intégral se trouve reproduit plus loin.

Après l'audition du rapport politique, texte de loin le plus important qui ait été présenté au congrès, le président de séance, M. Edouard GLISSANT, a annoncé que l'après-midi serait consacré à la discussion de ce rapport. Puis il a lu de nombreux messages adressés au Congrès par différents gouvernements africains, notamment ceux du Ghana,

.../.

de Sierra-Leone, du Mali, de Haute-Volta, de Haïti etc... ainsi que les témoignages de sympathie reçus de diverses organisations politiques ou culturelles. Il a rapidement énumérés les envois de fonds ayant permis l'organisation matérielle du congrès. De Haute-Volta et du Ghana, par exemple, a été reçue une somme de 1.000 NF. L'Union Générale des Étudiants d'Afrique Occidentale (U.G.E.A.O.) et la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France (F.E.A.N.) ont fait parvenir aux organisateurs une centaine de nouveaux francs.

M. Edouard GLISSANT a lu ensuite le texte d'un télégramme que le Comité a pris l'initiative d'adresser à l'Ambassade de Cuba à Paris pour assurer les Cubains "du soutien sans réserve des Antillo-Guyanais dans leur lutte contre l'odieuse agression américaine". Il donne ensuite connaissance au congrès d'un autre message adressé à l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris pour proclamer "l'indignation des Antillo-Guyanais devant l'agression américaine contre le vaillant peuple frère de Cuba".

Sur proposition du syndicaliste cégétiste Florentin COCOGNON, tous les participants du congrès observent debout une minute de silence pour honorer les morts victimes de l'impérialisme américain à Cuba.

Divers orateurs ont été amenés à exprimer leur point de vue sur le rapport politique de M. BEVILLE.

C'est d'abord le président de l'Association Générale des Etudiants martiniquais (A.G.E.M.), M. BLEBALD, qui a exposé la position de son organisation à l'égard des problèmes politiques de la Martinique. Il a indiqué que les étudiants martiniquais avaient non seulement le droit mais encore le devoir de lutter de toutes leurs forces pour l'émancipation totale de leur pays. Les étudiants martiniquais ont irrévocablement condamné le système politique actuel appliqué à leur pays car la départementalisation n'est pour eux que "le travesti d'une réalité qui demeure coloniale". Alors que la décolonisation de l'Afrique est déjà avancée, il devient indispensable de remettre aux mains

.../.